



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON

TOULON, le 11/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DGSCGC

189 Route des Trois Lucs
13011 Marseille

Références : D-UD83-2022-532
Code AIOT : 0006412925

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement DGSCGC implanté chemin de Tourris 83200 Le Revest-les-Eaux. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée dans le cadre de l'instruction du dossier de régularisation du site, actuellement en phase de décision.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DGSCGC
- chemin de Tourris 83200 Le Revest-les-Eaux
- Code AIOT : 0006412925
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site de Tourris est dédié à l'entreposage de déchets de produits explosifs et d'explosifs de dotation. Il est utilisé pour le transit des munitions historiques et des munitions et explosifs saisies par l'autorité de police avant destruction, ainsi que pour le stockage des explosifs utilisés pour la destruction des déchets et pour les interventions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en exergue des insuffisances sur le suivi des données des déchets explosifs sur les registres de stockage. L'exploitant doit fournir sous 30 jours les documents révisés.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité et, le cas échéant, la date de fabrication, et, pour les produits explosifs, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point.</p> <p>Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné.</p> <p>Il a pour objectif minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks ; - que l'exploitant s'assure que le timbrage de ses différents locaux de stockage n'est jamais dépassé ; - de permettre, le cas échéant, le suivi du vieillissement des produits ; - de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents. <p>Ce registre peut être confondu avec le registre demandé en application de l'arrêté du 13 décembre 2005 susvisé, lorsqu'il est requis, sous réserve du respect de la présente annexe.</p> <p>Constats : Dans le cadre des missions du GID, des consignes générale de sécurité et notes de services encadrent les activités réalisées sur le site.</p> <p>Lors de manipulation sur site (mouvement dépôt, retrait, transfert), des fiches techniques d'activités sont établies par le démineur.</p> <p>Ces flux sont enregistrés dans des registres qui reprennent les différentes données.</p> <p>Les registres transmis par mail du 05/10/20022 présentent des incohérences et des lacunes par rapport aux attentes réglementaires détaillées en annexe confidentielle.</p> <p>Observations : L'exploitant doit transmettre sous 30 jours maximum des registres répondant aux exigences réglementaires et doit veiller en permanence au respect des quantités de matières actives définies dans le dossier de demande d'autorisation en instruction.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes les précautions sont notamment prises pour enlever toute trace de matière active ou toute composition dangereuse tombée à terre ou souillant les parois.</p> <p>Par ailleurs, du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des bâtiments pyrotechniques et des zones pyrotechniques ainsi que les merlons de terre et les stockages recouverts de terre sont débroussaillés et débarrassés de toute matière combustible (herbes sèches, etc.) et les produits utilisés pour ces opérations sont de nature telle qu'ils ne peuvent provoquer des réactions dangereuses avec les matières présentes dans les installations.</p>
<p>Constats : Le site est propre et correctement nettoyé. Aucun produit souillé n'est présent sur place. L'exploitant précise que le débroussaillage est réalisé 2 fois par an. Le dernier passage a eu lieu en 05/2022 (facture présentée du xxx). Le prochain passage est programmé pour 11/2022, le devis est présenté par l'exploitant.</p>
<p>Observations : Le défrichement devra respecter les dispositions indiquées dans le dossier de demande de régularisation, en particulier le volet Biodiversité, en temporalité et méthode de débroussaillage. De plus, il devra être conforme à l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var, nonobstant des mesures plus contraignantes imposées par arrêté (communal, préfectoral) et relatives à la prévention des feux de végétation.</p> <p>Pour rappel, les extérieurs des locaux pyrotechniques des déchets sont désherbés et débroussaillés dans un rayon de 50 mètres. La voie d'accès devra être débroussaillée sur une profondeur de 2 mètres de part et d'autre de la voie. Ce débroussaillage sera fait de manuellement et uniquement entre les mois de novembre à février.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet